

que valent vos trésors ?

Un 1<sup>er</sup> mai sans brin de muguet ?

Cette semaine, Ludovic, de Saint-Firmin-des-Prés, s’interroge sur la valeur d’une décoration. Aymeric Rouillac nous éclaire sur son histoire et sa valeur.



M<sup>e</sup> Aymeric Rouillac, notre commissaire-priseur.  
(Photo archives NR, J. Dutac)

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en France, les ouvriers et travailleurs prennent l’habitude de se rassembler le 1<sup>er</sup> mai pour manifester. L’année 1891 reste dans toutes les mémoires, notamment à cause des échauffourées de Clichy, mais surtout par la brutale fusillade de Fourmies. Dans cette petite commune du nord de la France, au cœur de l’industrie textile si importante en cette fin de siècle, la troupe met fin dans le sang à une manifestation. Le bilan fait état de neuf morts, dont deux enfants. À partir de 1907, les Français s’offrent un brin de muguet pour le 1<sup>er</sup> mai. Cette tradition, qui remonte à la Renaissance, symbolise le printemps et amène également un peu de légèreté à cette journée de mouvements sociaux. En 1919, enfin, le 1<sup>er</sup> mai est déclaré jour chômé, en même temps que la journée de travail de huit heures est adoptée.

En 1941, presque un an après la débâcle de l’armée française et les débuts de l’occupation allemande, le maréchal Pétain voit dans le 1<sup>er</sup> mai une fête idéale pour rassembler un peuple meurtri par une défaite cinglante. Le régime modifie le nom de la Fête des travailleurs en Fête du travail et de la concorde sociale, la faisant étroitement correspondre avec la



Cette décoration nous plonge dans une période difficile de l’histoire de France.

célèbre devise de Vichy : « Travail, famille, patrie ». Ce changement n’est pas anodin : en effet, l’appellation Fête des travailleurs a une consonance bien trop socialiste, mettant en avant la lutte des classes, plutôt que la solidarité des travailleurs à bâtir une nation nouvelle.

**Un drapeau tricolore inversé**  
Le 1<sup>er</sup> mai devient l’occasion pour le régime de Vichy de distribuer aux Français méritants des récompenses, bien souvent symboliques. Le but est encore une fois de rassembler un pays qui se divise sur la question de la collaboration

avec l’envahisseur allemand. Les premiers ciblés sont les enfants : des certificats de satisfaction du maréchal sont distribués aux écoliers. D’autres récompenses, semblables à celle de Ludovic, sont aussi remises aux citoyens. La décoration que nous propose aujourd’hui notre lecteur représente un drapeau tricolore inversé, enrichi d’une carte physique de la France. Sur le côté droit, le bâton de maréchal à cinq étoiles rappelle la dignité que Philippe Pétain a obtenue le 11 novembre 1918, suite à son commandement sur les champs de bataille de la Grande Guerre. En métal émaillé, elle est produite par Augis à Lyon et dispose d’un fermoir pour l’accrocher à un vêtement. Elle est accompagnée d’un certificat de satisfaction du maréchal. De nombreuses décorations similaires ont été distribuées lors des quelques années qu’a duré le régime de Vichy. Il n’est pas rare d’en trouver, d’autant plus que celle proposée présente des éclats. Il existe cependant des collectionneurs de souvenirs historiques qui pourraient se montrer intéressés **aux alentours de 20 €**. Pour profiter au mieux du week-end du 1<sup>er</sup> mai, préférez toutefois épinglez un brin de muguet à votre boutonnière !

pratique

Vous avez un objet à proposer à notre expert : envoyez-nous ce que vous connaissez sur celui-ci, ainsi qu’une (ou plusieurs) photo en format jpeg (d’un poids compris entre 250 et 500 ko) sur la boîte mail : [tresors41@nrco.fr](mailto:tresors41@nrco.fr) (attention, tresors sans accent). Vos coordonnées sont indispensables à la prise en compte de votre demande, mais vous pouvez réclamer l’anonymat en cas de publication.

en bref

POLITIQUE  
Législatives :  
le PCF appelle  
au rassemblement  
à gauche

En assemblée générale ce mardi à Blois, « une quarantaine de militants communistes du département » ont renouvelé l’appel à l’union de « l’ensemble des forces de gauche ». Dans un communiqué, intitulé « à gauche, l’exigence du rassemblement », le PCF de Loir-et-Cher indique que « le rassemblement doit être la boussole de la gauche dans la perspective des élections législatives ». Et de préciser que « cette union ne doit pas être conditionnée à des préalables. Ce sont les différences qui font la richesse de la gauche ». Prenant en exemple l’expérience « Loir-et-Cher en commun » lors des élections départementales du premier semestre 2021 qui « a fait la démonstration qu’Europe Écologie Les Verts, la France insoumise, la Gauche républicaine et socialiste, le Parti socialiste et le Parti communiste français sont capables de se retrouver pour faire face à la droite... » Le PCF souhaite donc « une majorité de gauche », notamment pour contrer « véritablement l’extrême droite... Alors que le bras droit d’Éric Zemmour est candidat à sa réélection dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Loir-et-Cher ».

urgences

- Médecins**  
En l’absence de votre médecin habituel, appeler le 15.
- Pharmacies**  
Appeler le 3237 (0,34 € par mn).
- Ambulances**  
En l’absence de votre ambulancier habituel, appeler le 15.
- Chirurgiens-dentistes**  
Pour les urgences, appeler le 07.49.28.53.08.
- Kinésithérapeutes**  
**Blois** : pour les actes de soins respiratoires d’urgence, appeler le 02.54.56.84.84.  
**Vendôme** : Kruv (Kinésithérapie respiratoire d’urgence de Vendôme), tél. 02.54.23.80.61.
- Soins hospitaliers**  
**Blois** : centre hospitalier, mail Pierre-Charlot, tél. 02.54.55.66.33.  
**La Chaussée** : polyclinique de Blois, rue Robert-Debré, tél. 02.54.90.91.92.  
**Romorantin** : centre hospitalier, 96, rue des Capucins, tél. 02.54.88.33.00.  
**Vendôme** : centre hospitalier, 98, rue Poterie, tél. 02.54.23.33.33.

Abonnez-vous à la Nouvelle République\*

→ Le journal

Version papier

+ le TVMag

+ les suppléments thématiques

la Nouvelle République

☐ Oui, je m'abonne à la Nouvelle République

Abonnement de 6 mois  
150 parutions livrées  
du lundi au samedi + suppléments

Version papier

1/ Je choisis mon adresse de livraison

Nom/Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

CP : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_ TÉL : \_\_\_\_\_

Email : \_\_\_\_\_

2/ Je choisis mon mode de règlement

● MENSUEL

31,20 € par mois

6 prélèvements tous les 25 jours à servir

● COMPTANT

183,20 € pour 6 mois

150 parutions + suppléments

→ Je retourne ce bulletin complété de mes coordonnées et accompagné de mon RIB. Je recevrai un mandat de prélèvement SEPA à compléter en retour. Mon abonnement débutera après réception de tous les éléments bancaires.

3/ J'envoie ce bulletin d'abonnement

Dans une enveloppe non timbrée à l'adresse suivante :  
**La Nouvelle République**  
**Service Abonnements**  
**Libre Réponse 98122**  
**37049 TOURS CEDEX 1**

Date et signature

\* OFFRE UNILABILE LIQUIDATION EN FRANCE METROPOLITAINE ET JUSQU'AU 30 AVRIL 2022. Vous serez en droit de résiliation sans motif dans un délai de 14 jours à compter du 1<sup>er</sup> jour de réception du journal. Vous devez nous adresser immédiatement l'avis de résiliation à la Nouvelle République, 25 rue de la République, 37048 Tours Cedex 1. Une démission écrite doit être envoyée à la Nouvelle République, 25 rue de la République, 37048 Tours Cedex 1. Les démissions reçues après le 30 avril 2022 ne seront pas prises en compte. La Nouvelle République SA et ses filiales et sociétés affiliées ne sont pas responsables de la résiliation de l'abonnement. Les démissions reçues après le 30 avril 2022 ne seront pas prises en compte. La Nouvelle République SA et ses filiales et sociétés affiliées ne sont pas responsables de la résiliation de l'abonnement. Les démissions reçues après le 30 avril 2022 ne seront pas prises en compte. La Nouvelle République SA et ses filiales et sociétés affiliées ne sont pas responsables de la résiliation de l'abonnement.